



LÉGATION DE SUISSE
EN THAÏLANDE

BANGKOK, le 23 janvier 1952.

Votre ref.

Notre ref. B.12.1. - RC/re.-

R.P. N° 1

Monsieur le Conseiller Fédéral,

J'ai l'honneur de vous exposer ce que l'on pense à Bangkok de la situation générale dans le sud-est de l'Asie.

Cette région qui comprend les états associés d'Indochine, la Thaïlande, la Birmanie, la Malaisie et qui se prolonge par l'Indonésie est le grenier à riz de l'orient; c'est aussi une des principales sources de l'étain et du caoutchouc. De plus les bassins du Ménam et du Mékong ont une valeur stratégique capitale comme l'a démontré la campagne japonaise de 1942.

Dans cette partie du monde la Chine joue un rôle essentiel en matière de politique internationale; c'est elle qui fit sans cesse sentir sa puissance sur les royaumes du sud-est. Les conquêtes de la France et de la Grande-Bretagne sont souvent oubliées tant elles apparaissent passagères, aux yeux des autochtones qui ne craignent au fond de leur coeur que les Chinois. C'est pour se garantir de cette menace que le Siam, par exemple, a recherché l'alliance du Japon qui est devenu l'ami par excellence, puis s'est rapproché de l'Amérique dont la politique se trouve être anti-chinoise.

Le sud-est de l'Asie est aux prises avec une immigration chinoise irresistible, officielle et clandestine. Dans toute cette région peuplée de 163 millions d'individus on dénombre déjà dix millions de Chinois, dont deux en Indonésie et quatre au Siam. Il faut ajouter que ce dernier pays compte encore quatre millions de métis chinois, qu'en Malaisie l'élément chinois détient la majorité et qu'en Birmanie la poussée des immigrants de Chine est chaque année plus sensible. Seule l'Indochine a relativement mieux résisté. Partout les Chinois s'emparent des affaires, monopolisent le commerce, puis l'artisanat, et enfin s'infiltrent dans les administrations locales rejetant l'indigène dans l'ombre.

Bien que proche parent des autochtones au milieu desquels il vit, l'immigré chinois demeure attaché aux traditions, aux qualités et aux défauts de sa race. En politique il regarde vers le pays de ses ancêtres et sans même avoir prêté l'oreille à la propagande communiste le partisan de Chang Kai-shek est devenu l'agent dévoué de Mao.

Il n'est donc pas étonnant que le parti communiste siamois auquel sont inscrits 50'000 membres environ, dont 5000

DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERAL

B e r n e .



à Bangkok, se recrute surtout parmi la minorité chinoise. Les autres membres du parti sont des Vietnamiens installés dans le nord-est du pays et qui collaborent activement avec leurs frères du Vietminh pour chasser l'occupant. Quant aux Siamois, ils se tiennent plutôt à l'écart de la doctrine communiste plus sympathique aux Chinois et aux Vietnamiens qu'aux Laotiens, Thais et Cambodgiens. Comme en Malaisie les cadres communistes sont chinois. Des instructeurs venus surtout du sud de la Chine s'emploient en ce moment à faire des communautés vietnamiennes un instrument utilisable aussi, le moment venu, contre le Gouvernement de Bangkok, à organiser les travailleurs chinois des plantations du sud et à ravitailler les mouvements insurrectionnels de Malaisie. Dans la capitale ils cherchent moins à recruter de nombreux membres qu'à s'attacher des amis, des "fellow-travellers", parmi les universitaires et le clergé. Souvent, pour détourner de leur vocation de jeunes prêtres capables, ils n'hésitent pas à user de jeunes femmes, chinoises ou non.

Selon des informateurs sûrs, les communistes n'attendraient pas d'aide armée extérieure; une agression militaire de la part de la Chine serait donc, pour le moment, improbable. Les communistes useraient plutôt de la tactique suivie en Birmanie en déclenchant des insurrections nationales dans le sud et dans le nord-est appuyées par un soulèvement à Bangkok même, pour couper la Thaïlande du reste du monde. On aurait ainsi une "libération" venue de l'intérieur et ni les Nations Unies ni les Etats-Unis, qui s'identifient dans l'esprit de l'homme de la rue, n'auraient rien à dire ou à faire puisqu'il n'y aurait apparemment aucune intervention étrangère. En cas de victoire, le parti ne prendrait pas directement le pouvoir, car étant surtout chinois, il se heurterait à l'opposition du reste de la population. On aurait prévu de mettre en avant un cabinet composé d'une dizaine de siamois non communistes mais connus pour leurs idées d'extrême-gauche et qui bien entendu ne seraient que des instruments du parti.

Le gouvernement issu du coup d'état du 29 novembre s'est résolument engagé dans la voie de l'anticommunisme. Par tous les moyens il essaye de lutter de front contre l'emprise chinoise et contre son corollaire, le communisme. Sur le plan intérieur il s'efforce de limiter la puissance économique de la population chinoise en édictant des mesures visant en théorie tous les étrangers mais qui ne concernent effectivement que les Chinois. Mais ceux-ci ont introduit depuis quelques décennies leurs méthodes de corruption et l'administration n'arrive à prendre aucune mesure sérieuse contre eux. Il se publie à Bangkok huit journaux en langue chinoise, dont deux communistes, un K.M.T. et quatre indépendants de gauche. De temps en temps la police déporte un journaliste trop virulent. Il est aussitôt remplacé. Les écoles chinoises - il y en a 244 alors que les autorités n'en ont autorisé que 150 - éduquent plus de 210.000 élèves. Les instituteurs au nombre de quatre à cinq mille qui veillent à leur éducation, sont en partie des communistes actifs. Pour mieux lutter contre ce nouveau péril la direction du Ministère de l'Instruction a été confiée au général Prom Yodhi qui s'était distingué auparavant à l'intérieur.

La police dispose de nombreux renseignements sur l'activité des communistes mais ne paraît pas les utiliser convenablement. Depuis plusieurs semaines on parle de réorganiser la police et de s'inspirer de ce qui se fait en Italie et en Grande-Bretagne. Il s'agira d'un travail considérable car on en est encore au système des délateurs d'occasion et l'on doit même se demander si les Siamois réussiront mieux que les Français en Indochine ou les Britanniques en Malaisie.

Le Gouvernement songe enfin à mettre les communistes hors la loi. A la suite du coup d'état du 29 novembre destiné surtout à raffermir la situation du groupe au pouvoir, le cabinet déclara qu'un des motifs de l'abrogation de la constitution en vigueur était de donner une base légale à une action énergique contre le communisme. Pratiquement rien n'a été fait et l'on se demande même si, pour des raisons de politique étrangère, le Gouvernement interdira officiellement le parti communiste, non représenté au "parlement" actuel.

Sur le plan international la Thaïlande a cru garder les mains libres à l'égard du problème chinois en reconnaissant le Gouvernement de Formose et en ignorant celui de Pékin. Les autorités ne manquent aucune occasion de souligner leur collaboration, en Corée et ailleurs, à l'oeuvre des Nations Unies que l'on a tendance à identifier ici avec les Etats-Unis. Enfin le Siam a accepté l'aide militaire et économique de Washington.

Du côté américain on se déclare sûr des dirigeants actuels qui se sont montrés des adversaires trop résolus du communisme pour pouvoir reculer. Cette circonstance a permis à l'ambassadeur des Etats-Unis, rentré à Bangkok après une absence de plus de six mois, de faire connaître publiquement, à la grande satisfaction de l'opposition, les préoccupations que lui causait le coup d'état du 29 novembre. Le maréchal Pibulsonggram et son ministre des affaires étrangères tâchèrent d'expliquer à l'ambassadeur les avantages du dernier coup d'état mais sans beaucoup de succès, semble t'il.

En effet on ne peut s'empêcher de constater que le nouveau cabinet repose sur une base très étroite et que l'on a des raisons de douter de son avenir. Ce fait explique pourquoi les Américains ne veulent pas intensifier sensiblement leur aide; sur le plan économique leur action n'est en somme pas nécessaire car le pays est riche. D'ailleurs on murmure de plus en plus du côté siamois contre cette aide économique prétexte à bien des ingérences américaines. Du point de vue militaire les Etats-Unis redoutent que le Siam ne subisse le sort de la Chine nationaliste et que le matériel de guerre mis à la disposition de l'armée siamoise ne soit utilisé un jour contre des troupes américaines. Pour ce motif déjà Washington ne livrera pas ses meilleurs armes.

Les Américains se rendent aussi compte que la Thaïlande ne leur saura aucune gratitude profonde de leur aide d'ailleurs intéressée et qu'il ^{en}suffirait d'un coup d'état réussi pour anéantir leur effort un jour.

Une attitude plus nette de Pékin pourrait aussi clarifier les courants et contre-courants de la politique locale. Le cabinet est pro-américain, hostile au Roi et aux Chinois; le souverain est opposé au Gouvernement et à sa politique trop américaine; la communauté chinoise verse son tribut à Pékin par des voies clandestines, ignore le Gouvernement et n'aime pas le Roi; le parti de l'opposition de Khuang Apaiwong voudrait revenir à des principes plus démocratiques et serait prêt à pencher vers Washington alors que les partisans de Pridi Panomyong, la bête noire du régime actuel, souhaiteraient plutôt s'entendre avec Moscou croyant ainsi se garantir contre Pékin. Mais on se rend bien compte que tous ces courants d'opinion sont faibles et reflètent des ambitions de quelques chefs plutôt que le sentiment de la majorité de la population qui, en définitive, ignore le Gouvernement, déteste les Chinois et commence à mépriser les Européens.

La situation des Américains dans le sud-est de l'Asie a quelque chose de tragique car ce qu'ils font ou ne font pas semble se retourner contre eux. En Indochine ils livrent de l'équipement de bon second ordre aux Français qui sont de plus en plus persuadés qu'ils se battent plus pour l'"ouest" que pour la France. Les combattants sont aigris de ne pas recevoir de meilleur appui de la part de Washington et ils se battent sans enthousiasme, sans conviction, dominés par l'idée qu'en définitive la France devra quitter l'Indochine. Les Vietminh libèrent de nombreux prisonniers français, dont des officiers supérieurs, mais pas avant de les avoir endoctrinés à fond. Le commandement français ne sait que faire de ces soldats qui avant leur capture étaient étrangers aux idées communistes et il n'a plus d'autre ressource que de les renvoyer en France ou de les radier de l'armée. Ils poursuivront dans la métropole leur activité subversive.

En Birmanie les Américains essayent de soutenir le Gouvernement comme ils le font à Bangkok. L'an dernier ils ont dépensé plus de quatorze millions de dollars mais ils ont affaibli ainsi les autorités locales. Les Birmans craignent en effet qu'en se montrant bienveillant à l'égard de Washington leur Gouvernement ne s'attire les foudres de Pékin. Comme au Siam l'intervention américaine a aussi provoqué une hausse du coût de la vie et du mécontentement.

Du point de vue idéologique les Américains jouent également de malheur. Ils se sont faits les champions de la démocratie dans des pays où cette notion est incompréhensible. Ils ébranlent par leur matérialisme les traditions locales sans rien apporter du point de vue éthique. A leur insu ils se font les fourriers du communisme et attisent ou éveillent l'hostilité contre l'homme blanc. La situation semble aujourd'hui mûre pour les adversaires des Etats-Unis. Quelques avions à réaction du côté du Ho Chi Minh seraient un coup terrible pour l'armée française qui vit, comme les civils, dans la menace perpétuelle de nouvelles Vêpres siciliennes. Une division communiste suffirait à emporter la décision en Birmanie. En Malaisie les Britanniques reconnaissent qu'à dix contre un ils sont tenus en échec. Le Siam paraît plus solide en apparence mais des

événements graves en Birmanie ou en Indochine risqueraient de provoquer un changement de régime. Tout a l'air de se passer comme si dans le sud-est de l'Asie la partie était perdue d'avance, pour les puissances de l'ouest, partie que Moscou et Pékin ne veulent pas encore jouer pour des raisons qu'il faut chercher ailleurs qu'à Rangoon, Saïgon, Bangkok ou Singapore.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, l'assurance de ma très haute considération.

Le Chargé d'Affaires a.i.

A. Chinking